

Accord-cadre n°2021-13

Travaux

Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments pour l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS ARA)

Règlement de la consultation (RC)

Accord-cadre passé selon la **procédure formalisée** (Article L.2124-1 du Code de la commande publique)

- **Appel d'offres ouvert** (Articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique)

Date et heure limite de remise des offres
10 mai 2021 à 12h



Sommaire

ARTICLE 1.	OBJET DE LA PROCEDURE	3
ARTICLE 2.	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	3
ARTICLE 3.	PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
3.1.	PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
3.2.	ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5.	LIEUX D'EXECUTION	5
ARTICLE 6.	GROUPEMENT	6
ARTICLE 7.	VARIANTES	6
ARTICLE 8.	RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 9.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7
ARTICLE 10.	MODALITES FINANCIERES	7
10.1.	LE TITULAIRE S'ENGAGE	7
10.2.	UNITE MONETAIRE	7
ARTICLE 11.	CRITERES DE JUGEMENT	7
11.1.	ANALYSE DES CANDIDATURES	7
11.2.	JUGEMENT DES OFFRES	7
11.2.1.	Attribution de l'accord-cadre	7
11.2.2.	Attribution des marchés subséquents	8
ARTICLE 12.	PRESENTATIONS DES OFFRES	9
12.1.	REPONSE SIMPLIFIEE	9
12.1.1.	Les pièces de la candidature	9
12.1.2.	Les pièces de l'offre	10
12.2.	REPONSE CLASSIQUE	10
ARTICLE 13.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	11
ARTICLE 14.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	12
ARTICLE 15.	DELAI DE MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	12

Article 1. Objet de la procédure

La présente consultation a pour objet de confier aux prestataires des différents lots la réalisation des travaux d'entretien, les rénovations et de grosses réparations ainsi que les opérations de déménagements associées à ces travaux pour l'ensemble des douze sites de l'ARS ARA.

Article 2. Présentation de l'établissement

Etablissement public administratif de l'Etat et placée sous la tutelle du ministère en charge des affaires sociales et de la santé, l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes a comme mission et objectif d'améliorer la santé de la population et d'accroître l'efficacité de notre système de santé. Elle intervient dans les domaines de la santé publique (prévention et promotion de la santé, veille et sécurité sanitaires), l'offre de soins hospitaliers et de ville, l'offre et l'accompagnement médico-social, pour les personnes âgées, personnes handicapées.

Elle est organisée en délégations départementales présentes sur l'ensemble des départements et constituant la région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'ARS ARA intervient dans les domaines suivants :

- Prévention des maladies, des handicaps et de la perte d'autonomie,
- Organisation de la veille sanitaire et suivi des éléments significatifs de la santé dans la région et réponse aux alertes sanitaires,
- Régulation de l'ensemble du champ des soins hospitaliers et des soins de ville,
- Contrôle de gestion et pilotage des ressources et de la performance de l'hôpital public,
- Pilotage de la politique régionale d'accompagnement médico-social des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie.

Article 3. Procédure et forme de l'accord-cadre

3.1. Procédure et forme de l'accord-cadre

Le marché, passé selon la procédure formalisée (appel d'offres ouvert) conformément aux articles L2124-1, L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique, est un accord-cadre multi-attributaire avec conclusion de marchés subséquents.

Le nombre d'entreprises retenues au titre de l'accord-cadre est de deux par lot lorsque le nombre d'offres reçues le permet.

Il ne comporte ni minimum ni maximum

Les marchés subséquents seront traités à prix global et forfaitaire (DPGF).

3.2. Allotissement

Les prestations objet de ce présent accord-cadre se décomposent selon une double logique géographique et technique. Les lots sont ainsi répartis sur 5 zones géographiques et 7 corps d'état.

Zone géographique	Corps d'état	Numéro du lot
Zone 1 : Ain (01) et Rhône (69)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	1-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	1-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et	1-3

	de murs (sols souples et carrelage)	
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	1-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	1-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	1-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	1-7
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15) et Puy-de-Dôme (63)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	2-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	2-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	2-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	2-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	2-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	2-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	2-7
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	3-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	3-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	3-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	3-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	3-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	3-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	3-7
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	4-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	4-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	4-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	4-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	4-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	4-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	4-7
Zone 5 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	5-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	5-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	5-3

	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	5-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	5-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	5-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	5-7

Article 4. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée d'1 (un) an. Il sera renouvelable par tacite reconduction par période de 1 (un) an, trois fois, dans la limite de 3 (trois) ans de reconduction.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il devra notifier sa décision trois mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Article 5. Lieux d'exécution

Les prestations seront réalisées sur les sites de l'ars ara dont les adresses par lot figurent dans le tableau suivant :

Zone géographique	Sites de l'ARS ARA
Zone 1 : Ain (01) et Rhône (69)	Délégation départementale de l'Ain (01) 9, rue de la Grenouillère CS 80409 01012 BOURG EN BRESSE CEDEX
	Site de Lyon : Siège ARS ARA et Délégation départementale du Rhône (69) 241, rue Garibaldi CS 93383 69418 LYON CEDEX 03
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15) et Puy-de-Dôme (63)	Délégation départementale de l'Allier (03) 20, rue Aristide Briand CS 50033 03400 YZEURE
	Délégation départementale du Cantal (15) 13, Place de la Paix BP 40515 15005 AURILLAC
	Site de Clermont-Ferrand : Siège ARS ARA et Délégation départementale du Puy-de-Dôme (63) 60, Avenue de l'Union Soviétique CS 80101 63006 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Délégation départementale de l'Ardèche (07) Avenue Moulin de Madame BP 715 07007 PRIVAS CEDEX
	Délégation départementale de la Drôme (26) 13, Avenue Maurice Faure

	BP 1126 26011 VALENCE CEDEX
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Délégation départementale de l'Isère (38) 17-19, rue Commandant l'Herminier 38032 GRENOBLE CEDEX 1
	Délégation départementale de la Savoie (73) 94, Boulevard Bellevue CS 90013 73018 CHAMBERY CEDEX
	Délégation départementale de la Haute-Savoie (74) Cité administrative 7, rue Dupanloup 74040 ANNECY CEDEX
Zone 5 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Délégation départementale de la Loire (42) 4, rue des Trois Meules BP 219 42013 SAINT-ETIENNE CEDEX 2
	Délégation départementale de la Haute-Loire (43) 8, rue de Vienne CS 70315 43009 LE-PUY-EN-VELAY CEDEX

Article 6. Groupement

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire). La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

Le mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché. Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Il est également interdit au candidat de se présenter pour un même marché en qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 7. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 8. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est à télécharger gratuitement et directement sur le profil d'acheteur de l'Agence à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dossiers peuvent être retirés jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les candidats peuvent retirer le dossier anonymement, l'Agence conseille néanmoins aux candidats de s'inscrire sur la plateforme avant tout retrait afin qu'ils soient destinataires d'éventuelles modifications du DCE ou informations complémentaires apportées par l'Agence en cours de procédure. Les candidats qui ne se seront pas inscrits ne recevront pas ces notifications. Ils ne pourront se retourner ni contre l'Agence ni contre la plateforme de dématérialisation.

Article 9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent transmettre leur demande via la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats adressent leur demande par voie dématérialisée au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Les compléments sur le dossier de consultation ou des renseignements complémentaires sur demande des opérateurs économiques sont communiqués par le pouvoir adjudicateur 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Article 10. Modalités financières

10.1. Le titulaire s'engage

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. Financement sur le budget principal de l'ARS ARA.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

10.2. Unité monétaire

Le candidat est informé que le pouvoir adjudicateur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro. La monnaie de paiement et d'exécution du présent marché sera aussi l'euro.

Article 11. Critères de jugement

11.1. Analyse des candidatures

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusions de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusions à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées à l'article 12 « Présentation des offres » ci-dessous dans le délai imparti ne sont pas admis. Les offres afférentes ne seront pas analysées et les plis renvoyés aux candidats.

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites. Compte tenu de l'objet du marché, toutes les garanties requises au titre de la candidature seront appréciées à valeur égale.

11.2. Jugement des offres

Le jugement des offres restantes sera effectué, en tenant compte des critères pondérés suivants annoncés dans les avis d'appel public à la concurrence et rappelés ci-dessous :

11.2.1. Attribution de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera attribué selon les critères pondérés suivants :

Moyens techniques – 30%

- Dispositions prises par l'entreprise pour assurer la sécurité du chantier ainsi que la propreté, en particulier en site occupé : 10 %
- Qualité de la méthodologie mise en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre : traitement d'une commande, modalités de préparation et d'exécution des travaux, suivi et réception des travaux : 10 %
- Qualités et caractéristiques des matériels et matériaux susceptibles d'être proposés ainsi que les procédures d'approvisionnement (fournisseurs, délais, ...) : 5 %
- Références de la société sur les prestations prévues à l'accord-cadre : 5 %

Moyens humains – 30 %

- Organigramme et composition de l'équipe encadrante dédiée au présent accord-cadre en identifiant les noms des responsables, avec indication des qualifications et références professionnelles : 10 %
- Organisation de la société, y compris les compétences et les expériences de l'équipe dédiée pour les prestations prévues à l'accord-cadre : 15 %
- Moyens humains et organisation mise en place pour faire face à plusieurs chantiers simultanés, et la capacité à répondre à une demande de renforts : 5 %

Développement durable – 20%

- Politique de traitement des déchets (tri, recyclage, valorisation) : 5 %
- Utilisation de produits répondant aux normes en matière environnementale (Ecolabel européen et/ou certifiés NF environnement) : 5 %
- Politique environnementale mise en place au sein de la société (utilisation de véhicules non polluants, économies d'eau et d'électricité, utilisation d'énergies renouvelables) : 5 %
- Politique sociale de la société (formation, emploi de personnes en réinsertion ou atteintes d'un handicap, accueil d'apprentis, égalité hommes/femmes) : 5 %

Prix – 20%

A partir de la simulation de commande présente dans le DCE, le candidat remplira le document de simulation correspondant au corps d'état du lot auquel il soumissionne.

11.2.2. Attribution des marchés subséquents

Quel qu'en soit le montant, les marchés subséquents sont attribués selon les critères suivants :

Valeur technique (50%) : la valeur est appréciée à partir du mémoire technique qui précisera notamment les points suivants :

- Analyse des contraintes et de la nature des travaux (10%) ;
- Méthodologie de la réalisation (20%) : le candidat détaillera les modes opératoires et les méthodologies d'intervention pour l'exécution des travaux entrant dans le champ du marché subséquent ; les qualités et caractéristiques des matériels et matériaux ainsi que la liste des fournisseurs proposés ;
- Moyens humains dédiés (15%) : le candidat détaillera l'organigramme et la composition de l'équipe encadrante dédiée au marché subséquent en identifiant les noms des responsables, avec indication des qualifications et références professionnelles ;
- Planning de réalisation (5 %) : le candidat fournira un planning détaillé des différentes phases d'exécution en tenant compte des contraintes du marché subséquent.

Prix (40%) : le critère est apprécié à partir de la pièce financière remise par l'entreprise à l'appui de son offre ;

Développement durable (10%) : le critère est apprécié à partir du mémoire technique qui précisera les actions qui seront mise en œuvre au titre du développement durable pour la réalisation du chantier. Seront notamment pris en compte les aspects suivants :

- Politique de traitement des déchets du chantier (tri, recyclage, valorisation) ;
- Utilisation de produits répondant aux normes en matière environnementale (Ecolabel européen et/ou certifiés NF environnement) ;
- Politique en matière de transport pour se rendre sur le site (utilisation de véhicules non polluants, covoiturage, etc.) ;
- Organisation mise en place afin de limiter les nuisances sonores, olfactives ainsi que la pollution de l'air (poussière, etc.) sur le chantier ;
- Achat de matériel, fournitures auprès de fournisseurs locaux.

Article 12. Présentations des offres

Il est impératif de remettre l'ensemble des pièces indiquées dans la forme précisée ci-dessous.

Les dates et signatures des documents seront obligatoirement en original et apposées par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Au stade de la candidature : le pouvoir adjudicateur, qui constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, se réserve le droit ou non d'effectuer des demandes complémentaires auprès des candidats concernés, dans les conditions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Au stade de l'offre : toute absence d'une pièce relative à l'offre entraînera d'office le rejet de celle-ci conformément aux articles L.2152-1 et L.2152-2 du Code de la commande publique. En outre, si le sous-missionnaire n'a pas effectué la visite obligatoire mentionnée à l'article 3 du Cahier des Clauses particulières, son offre sera rejetée. En revanche, une offre irrégulière pourra donner lieu à rectification pour autant que celle-ci n'entraîne pas de modification substantielle de l'offre du candidat et que cette dernière ne soit pas jugée anormalement basse.

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces détaillées ci-après.

12.1. Réponse simplifiée

Le dépôt d'offre simplifié doit se faire **obligatoirement** de façon dématérialisée par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (www.marches-publics.gouv.fr).

12.1.1. Les pièces de la candidature

Le Document Unique de Marché Européen (DUME)

La réponse par le DUME est fortement recommandée. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur : et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux)
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFiP, ACOSS).

Il vous appartiendra de compléter les autres informations.

Le candidat présente alors sa candidature sous la forme d'un échange de données structurée au format.XML.

Cas où l'acheteur met un DUME à disposition

Lorsque le candidat présente sa candidature sous la forme du DUME prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, il peut utiliser l'un des services suivants :

- le "Service DUME" mis à disposition par l'Etat chorus-pro.gouv.fr ;

Le candidat peut utiliser le DUME mis à sa disposition par l'acheteur dans les documents de la consultation définissant les critères de participation à la procédure.

Cas où l'acheteur ne met pas de DUME à disposition

Lorsque le candidat présente sa candidature sous la forme du DUME prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, il peut utiliser l'un des services suivants :

- le "Service DUME" mis à disposition par l'Etat chorus-pro.gouv.fr ;
- le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>

12.1.2. Les pièces de l'offre

L'ensemble des pièces de l'offre doit être fourni :

1. l'acte d'engagement (AE): complété et **signé** (en cas de candidature groupée, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises)
2. la pièce financière (simulation de commande correspondant au corps d'état et à la zone géographique concernés auquel il soumissionne) complétée et **signée**
3. La clause de confidentialité complétée et **signée**
4. le cahier des charges (CCP) complété et **signé**
5. le mémoire technique (structuré conformément aux spécifications de l'annexe 1 au RC)
6. la fiche administrative du candidat
7. le cas échéant, la déclaration de sous-traitance : un exemplaire par sous-traitant

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

12.2. Réponse classique

Les pièces de la candidature

1. Les renseignements concernant la situation juridique du candidat
 - ✓ une lettre de candidature (l'imprimé DC1 pourra être utilisé) mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Dans le cas d'un groupement, la lettre fera apparaître les membres du groupement ;
 - ✓ une déclaration du candidat ou des membres du groupement (l'imprimé DC2 pourra être utilisé) ;
 - ✓ si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Nb : les imprimés cités ci-dessus sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Ces pièces peuvent être remplacées par le Document Unique de Marché Européen (DUME).

2. Capacité économique et financière
 - ✓ une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché au cours des trois derniers exercices disponibles (peut être indiqué dans l'imprimé DC2).

3. Capacité professionnelle et technique

- ✓ une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- ✓ une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.

4. Attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant.

Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat doit produire pour ce ou ces sous-traitants les mêmes documents que ceux visés ci-dessus. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat peut fournir soit le contrat de sous-traitance soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

L'ARS, préalablement à la notification du marché, demandera par courrier recommandé avec AR au candidat retenu de transmettre les copies certifiées conformes des justificatifs fiscaux et sociaux. Le candidat bénéficiera de 15 jours calendaires pour remettre ces pièces. Le marché ne pourra être notifié au candidat que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents.

Le DC1 et le DC2 peuvent être remplacés par le Document Unique de Marché Européen (DUME).

■ **Les pièces de l'offre :**

1. **l'acte d'engagement** (AE): complété et **signé** (en cas de candidature groupée, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises)
2. **la pièce financière** (simulation de commande correspondant au corps d'état du lot auquel il soumissionne) complétée et **signée**
3. **La clause de confidentialité** complétée et **signée**
4. **le cahier des charges** (CCP) complété et **signé**
5. **le mémoire technique** (présenté conformément aux spécifications de l'annexe 1 au RC)
6. **la fiche administrative du candidat**
7. le cas échéant, **la déclaration de sous-traitance** : un exemplaire par sous-traitant.

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

Article 13. Conditions d'envoi ou de remise des offres

La transmission des offres se fera **uniquement par voie dématérialisée**, elle doit être réalisée sur le profil d'acheteur de l'ARS ARA à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ **Remise par voie dématérialisée**

La transmission des offres par voie dématérialisée est réalisée sur le profil d'acheteur de l'ARS ARA à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le cas échéant, les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde soit sur support physique électronique soit sur support papier. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant, en plus des mentions mentionnées ci-après, la mention lisible « copie de sauvegarde » et doit être remise dans les délais impartis pour la remise des offres, à l'adresse indiquée ci-dessous

■ **Remise de la copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent transmettre leur copie de sauvegarde sous enveloppe cachetée. Ce pli doit porter les mentions suivantes :

ARS Auvergne-Rhône-Alpes
Accord-cadre n° 2021-13
« Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments pour l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS ARA) »
COPIE DE SAUVEGARDE
NE PAS OUVRIR

Ce pli devra contenir l'ensemble des pièces transmises par voie dématérialisées

Les plis devront être transmis :

- ✓ soit contre récépissé, du lundi au vendredi (entre 8h30 et 12h ou entre 14h et 17h30), avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la première page du présent document à l'adresse suivante :

ARS Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle stratégie financière et marchés publics
241 rue Garibaldi - CS 93383
69418 Lyon cedex 3

- ✓ soit par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessous, et parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la première page du présent document.

ARS Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle stratégie financière et marchés publics
241 rue Garibaldi - CS 93383
69418 Lyon cedex 3

Les copies de sauvegarde qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ou pour lesquels des mentions seraient manquantes sur l'enveloppe et entraîneraient la nécessité d'ouvrir l'enveloppe, seront rejetés.

Article 14. Contenu du dossier de consultation

- L'acte d'engagement et son annexe (simulation de commande) pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe (clause de confidentialité),
- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- La fiche administrative du candidat pour chaque lot,
- Un formulaire de déclaration de sous-traitance pour chaque lot.

Article 15. Délai de modification du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Elle en informera tous les candidats dans les conditions respectueuses du principe d'égalité. Ceux-ci devront alors répondre, sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

ARS AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

241 rue Garibaldi – CS 93383 – 69418 Lyon cedex 03
04 72 34 74 00 – www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr

